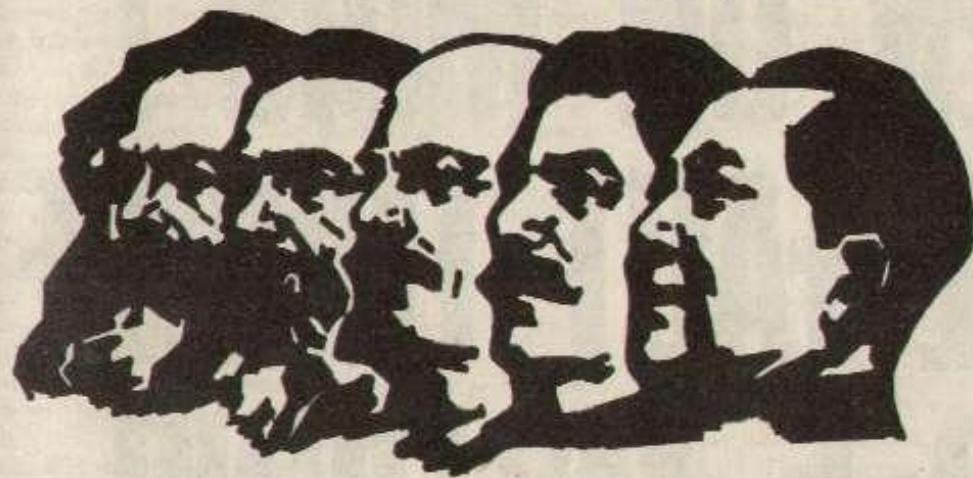


front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste léniniste

N°103

14 FEVRIER 1974 / CCP FRONT ROUGE 3119114 la SOURCE / BP 464-75065 paris cedex 02

1,50F

IMPOTS : UN VERITABLE RACKET ORGANISÉ CONTRE LES TRAVAILLEURS



6,5 MILLIONS EN UN MOIS ! IL FAUT ENCORE 3,5 MILLIONS LE TEMPS PRESSE !

Un effort sans précédent de nos lecteurs, des militants de Front Rouge, nous a permis de collecter en un mois plus de six fois ce que donnait en moyenne la souscription régulière. Des villes, comme Poitiers, Le Mans, Béthune... où jusqu'ici il n'y avait pas de collecte organisée pour le journal sont apparues.

Certaines villes, comme Montceau-les-Mines, Besançon, Lyon, Martigues, Gennevilliers, Massy, etc..., en versant à plusieurs reprises depuis le début de la souscription ont fait preuve de la ténacité nécessaire aux communistes pour mener à bien leurs entreprises. Quelques villes ont d'ores et déjà atteint les

objectifs que nous avions proposés pour la campagne des 10 millions. La preuve est faite qu'une presse communiste authentique est un véritable besoin politique dans notre pays.

La meilleure preuve visible : celle que les masses apportent par leurs actes.

vers une nouvelle formule ...

Nous l'avons déjà expliqué, s'en tenir à remettre le journal à flot à court terme en payant ses dettes les plus pressantes, ce serait le condamner à terme en le contraignant à accumuler de nouvelles dettes. Les 35.000 exemplaires, c'est AUSSI une question de survie pour Front Rouge.

En même temps, l'effort sans précédent de nos lecteurs pour sauver la presse communiste pose aussi le problème de l'amélioration de cette presse communiste. Répondre aux

besoins du travail communiste, besoins déjà exprimés par certains de nos lecteurs exige de refondre la formule du journal, de multiplier les enquêtes vivantes, les reportages sur tous les faits de la lutte de classe, de tenir régulièrement nos rubriques idéologiques et politiques, de disposer d'une équipe de reporters et de journalistes communistes déjà spécialisés pour accomplir ce travail... Nous reviendrons en détail sur ce projet, et nous demandons d'ores et déjà à nos lecteurs, à nos amis

qui se sont mobilisés pour sauver le journal de nous écrire ce qu'ils voudraient voir figurer dans la presse communiste, leurs critiques, leurs suggestions.

Mais cette réforme, cette refonte de notre journal qui correspond au besoin d'étendre, de consolider l'influence des idées et des perspectives communistes dans les masses, nécessite de l'argent, et là encore, c'est la question des dix millions qui conditionne cette nouvelle formule.

les 10 millions... rapidement !

Les 35.000 exemplaires, la nouvelle formule de notre journal : voilà des besoins vitaux pour lesquels IL FAUT atteindre, non pas 6,5 ni 7 ni 8, mais bien LES DIX MILLIONS. On n'augmente pas le tirage, on n'améliore pas le journal pour deux ou trois numéros. Il nous faudra pouvoir tenir.

La question est là : avec les 6,5 millions, nous ne pouvons rien changer. Si nous en restions là, tout l'effort consenti aurait été insuffisant. C'est les dix millions qu'il faut. Et pas dans deux ou trois mois, mais TOUT DE SUITE, comme la garantie minimum nous permettant de

réaliser nos projets.

Camarades, grâce à votre effort, Front Rouge est «apparemment» sauvé, mais il ne peut être question de mettre encore de nombreuses semaines pour atteindre les 10 millions. C'est très rapidement qu'il les faut, avant même de réaliser nos projets.

Acquérir ces trois millions et demi rapidement, cela veut dire : — Que chaque ville à qui nous avons proposé un objectif et qui a pris du retard s'empresse de définir des moyens pour combler ce retard et envoie rapidement le montant de ses collectes ; que, y compris dans les villes où les

camarades ont atteint leur objectif, ils poursuivent le travail de collecte.

— Que chaque abonné, chaque lecteur du journal qui n'a pas déjà souscrit prenne sa place dans cette bataille des 10 millions et envoie au plus vite sa souscription.

L'expérience de ce premier mois de souscription exceptionnelle fonde notre confiance. Nous sommes sûrs que chacun fera ce qu'il faut !

Plus que jamais, Pour que Front Rouge vive ! En avant vers les 10 millions !

quatrième liste

Béthune	20,00
J.M.Q. Nantes	50,00
Poitiers	400,00
P.B. Bobigny	50,00
Paris 20ème	100,00
O.I. Poitiers	10,00
Quintin	100,00
Sochaux	100,00
- une ouvrière	15,00
- un travailleur	20,00
- un prof CET	20,00
- un professeur	100,00
- F.F.	10,00
Orléans	231,50
- un couple de vieux employés	50,00
- une sympathisante	40,00
- un retraité SNCF	10,00
- un étudiant sympathisant	10,00
Besançon	906,00
- un ouvrier immigré bâtiment	30,00
- un étudiant espagnol	10,00
Villefranche	441,10
- un ouvrier	20,00
- un écolier	5,00
- un ouvrier	20,00
- un ouvrier	5,50
- un travailleur immigré	10,00
- un professeur	50,00
Dijon	910,50
J.J.P. Marseille	50,00
Martigues	22,00
Paris 14ème	350,00
- une ouvrière de Paris Rhone	1,00
- un ouvrier immigré tôlier	50,00
- un dessinateur m.l.	500,00
- un étudiant	100,00
- un professeur	10,00
- un ouvrier du bâtiment	200,00
- un employé	10,00
- un ouvrier de Paris-Rhone	350,00
- un professeur de CET	200,00
Dunkerque	240,00
Lille	117,00
J.S. Sceaux	150,00
A.Z. Lyon	200,00
Roubaix	90,00
Amiens	60,00
G.P. Nancy	90,00
Quintin	300,00
Massy	295,00
Paris 18ème	660,00
Thionville	50,00
Vitry	25,00
Périgueux un ouvrier espagnol	100,00
- un technicien agricole	10,00
- un ouvrier	5,00
Massy	100,00
St-Denis	230,00
Boulogne s/ Mer	70,00
Paris facultés	110,00
Strasbourg	917,00
- un ouvrier algérien	5,00
- un couple de sympathisants	300,00
Caen	1.400,00
Le Havre	300,00
Macon	505,00
Montceau	561,50
Un camarade de Saumur	300,00
C.P. Martigues	100,00
Gennevilliers	120,00
- des travailleurs immigrés d'une cité de transit	10,00
- un ancien mutin de la mer noire	10,00
- un employé	40,00
Bordeaux	751,00
TOTAL DE LA SEMAINE	14.609,10
TOTAL DEJA SOUSCRIT	50.813,95
TOTAL GENERAL	65.423,05

POUR QUE FRONT ROUGE CONTINUE
JE VERSE :

10 F

50 F

100 F

envoyer avec la souscription correspondante à Front Rouge
B.P. 464- 75065 PARIS CEDEX 02

POUR QUE FRONT ROUGE CONTINUE
JE SOUSCRIS UN ABONNEMENT
DE SOUTIEN

Nom : Prénom :
Adresse :
Profession :

1 an
150 f.

L'IMPOT : un véritable racket organisé contre la classe ouvrière

L'impôt sur le revenu devrait, selon les prévisions gouvernementales, rapporter à l'Etat 41,5 milliards (4.150 milliards d'anciens francs en 1974). En 71, il avait rapporté 27 milliards, en 59 : 6 milliards et demi. Dans le même temps le nombre de contribuables a plus que doublé. D'où sont venus ces nouveaux contribuables ? Pour la plupart, des catégories sociales ayant les revenus parmi les plus bas.

POUR LES TRAVAILLEURS, L'IMPOT SUR LE REVENU ENCORE PLUS LOURD CETTE ANNEE.

Chaque année, des centaines de milliers de travailleurs qui ne payaient pas d'impôts les années précédentes deviennent imposables. Pourtant, ces centaines de milliers de travailleurs ne vivent pas mieux, au contraire. Simplement leurs augmentations de salaires bien que minimales et inférieures à la hausse des prix leur fait franchir la barre du minimum imposable que la bourgeoisie maintient presque fixe (de 53 à 73 ce minimum n'a augmenté que de 50%, chiffre sans rapport avec les hausses des prix bien supérieures en 20 ans). De la même façon, chaque année, des milliers de travailleurs payent un impôt supérieur à l'année précédente parce que leurs augmentations de salaires les fait passer d'une tranche de revenus à une tranche supérieure où le taux d'imposition est plus fort : on voit là tout le profit que la bourgeoisie retire de l'inflation pour pressurer davantage les travailleurs par l'impôt.

La progressivité de l'impôt sur le revenu permet à l'Etat capitaliste de récupérer une part toujours plus grande des augmentations de salaire imposées par les luttes des travailleurs, puisque à toute augmentation de revenus correspond du fait de la progressivité du barème une augmentation plus que proportionnelle de l'impôt payé. Les travailleurs qui, avec un salaire un peu supérieur à l'année précédente, peuvent acquérir moins de produits (la hausse des prix dépassant toujours la hausse des salaires) devront aussi dans de nombreux cas, payer plus d'impôts sur le revenu.

L'ALLEGEMENT ANNONCE PAR LE GOUVERNEMENT : UNE MYSTIFICATION.

Le gouvernement, en établissant la loi des finances pour 74, a certes été obligé de tenir compte du mécontentement grandissant de la classe ouvrière, de ses nombreuses luttes contre la baisse du pouvoir d'achat ; aussi, a-t-il pris quelques mesures qui atténuent pour certaines familles ouvrières l'impôt direct qui les frappe (exemple : le relèvement de 6,5% des tranches de revenus qui reste de toutes façons bien inférieur à la hausse du coût de la vie).

Prenons le cas d'un ouvrier de la métallurgie parisienne, marié, père d'un enfant. En 72, il gagnait 1.380 F par mois, en 73, suite à diverses grèves, 1.500 F par mois. En 73 il a payé 147 F d'impôts. En 74, il n'en paiera que 26, soit 121 F en moins. Mais si

cet ouvrier, placé dans les mêmes conditions salariales, était célibataire, en 73 il aurait payé 113 F d'impôts, en 74 il devrait payer 1.285 F d'impôts soit 152 F en plus.

Ceci donne toute la mesure de la malhonnêteté du gouvernement. La timide atténuation de l'impôt sur le revenu de certains ouvriers est de toutes façons compensée par une ponction supplémentaire exercée au sein même de la classe ouvrière.

POUR CHAQUE TRAVAILLEUR CETTE ANNEE : BEAUCOUP PLUS D'IMPOTS SUR LA CONSOMMATION.

Les familles ouvrières qui paieront un peu moins d'impôts sur le revenu cette année, n'en continueront pas moins à verser au total à l'Etat, plus d'impôts en 74 que l'année dernière. Le paradoxe n'est qu'apparent : en effet, l'impôt sur le revenu ne représentera cette année, selon le budget voté en novembre dernier par le parlement, que 20% de l'ensemble des impôts prélevés par l'Etat. L'essentiel des milliards qui viennent remplir les caisses de l'Etat capitaliste viendra des impôts indirects (plus de 60%), c'est à dire des impôts payés par la masse des consommateurs, par les millions de travailleurs français et immigrés de notre pays.

Le plus important de ces impôts c'est la TVA qui, à elle seule, fournira selon les prévisions, 47% des recettes budgétaires. Pour cet impôt, aucune famille n'est épargnée, même la famille ouvrière la plus pauvre qui ne paye jamais d'impôts sur le revenu, même les familles qui à la Courneuve avec des loyers de 700 F par mois doivent nourrir plusieurs enfants avec moins de 3.000 F mensuels de revenu total (allocations comprises). Cet impôt c'est celui que vous payez en achetant un kilo de sucre, des fruits ou des médicaments. Cet impôt vous le payez chaque jour par l'achat de chaque produit indispensable à votre vie et à celle de votre famille, il en est ainsi depuis le premier janvier 68.

Les impôts sur la consommation qui doivent atteindre 145 milliards de francs en 74 avaient été fixés à 103 milliards en 73, 88 milliards en 72. Le secret de cet accroissement est bien simple : la hausse des prix. Les impôts à la consommation sont proportionnels au prix, plus les prix augmentent, plus ces impôts augmentent.

Là encore, l'inflation est utilisée

pleinement par la bourgeoisie aujourd'hui pour pressurer les travailleurs par le biais de l'impôt à la consommation ; elle l'admet elle-même : ainsi le ministère des finances prévoit que grâce à l'augmentation des prix (qu'il évalue d'ores et déjà à plus de 10%, ce qui sera bien au-dessous du vrai, on connaît sa modestie en la matière), les impôts à la consommation dépasseront largement les 145 milliards inscrits sur le papier ; toutes les années précédentes les prévisions ont été dépassées : il suffit que les prix augmentent de 1% pour que l'Etat empêche 1,6 milliards de T.V.A. en plus. Lorsqu'on sait qu'un couple avec 2 enfants gagnant 2.000 F par mois, paie 2.850 F de TVA par an, soit près de 1,5 mois de salaire, on voit que les quelques diminutions par ci et par là pour cette année de l'impôt sur le revenu, sont pour le moins quelque peu dépassées.

PRIVILEGES FISCAUX MAINTENUS ET RENFORCES POUR LES CAPITALISTES.

Face à cela que pèsent vos déclarations sur une prétendue « justice fiscale », Mr Giscard d'Estaing ? Que pèsent vos mesures qui soit-disant frapperont les gros en prélevant quelques pour cent de plus value ?

Qu'on en juge :

— **Impôt sur la consommation** ? Le gros contribuable même s'il gagne 10 millions et plus par mois, ne paie pas plus cher que l'ouvrier, le kg de sucre, le pain, ni quoi que ce soit. Comme à la différence du travailleur il ne dépense pas tout pour vivre, toute une partie de ses revenus échappe à l'impôt direct, c'est le cas d'une partie notable qu'il épargne.

— **T.V.A.** ? Le capitaliste qui achète une nouvelle machine pour augmenter le rendement de ses ouvriers ne paie pas de T.V.A. : les investissements capitalistes sont exonérés de T.V.A. L'impôt inclut dans le prix d'achat des équipements et dans le coût des frais de fabrication est remboursé par l'Etat.

Mieux, le remboursement par l'Etat de la T.V.A. des entreprises sur la base de fausses factures correspondant à des opérations fictives est devenu monnaie courante. Un scandale éclate de temps en temps comme celui de la NOVAFER l'an dernier, en fait, les sociétés parmi les plus grosses pratiquent couramment ce genre de fraudes en toute tranquillité, utilisant de véritables organisations d'hommes de paille.

La encore, l'inflation est utilisée

— Impôt sur le revenu ?

Les couches sociales les plus aisées : professions libérales, médecins, avocats, dirigeants de sociétés peuvent camoufler à loisir la plus grande partie de leurs revenus.

— Impôt sur les sociétés ?

D'après les prévisions officielles ils ne représenteront que 11% du total des impôts en 74. Là Giscard d'Estaing sait de quoi il parle.

Grâce à la circulation des capitaux d'une entreprise à l'autre, manipulés par les holdings, en 1971, 102.225 sociétés soit 44% de l'ensemble des sociétés ont pu déclarer un déficit ou un bénéfice nul et n'ont donc payé aucun impôt.

De multiples dispositions parfaitement légales permettent à une société de ne pas payer d'impôt ou d'en payer fort peu : exemple l'amortissement dégressif, le taux d'imposition d'une entreprise diminue chaque année, en fonction du vieillissement de son matériel. Au cours des années 69, 70, 71, la société Pechiney-Ugine-Kuhlmann a obtenu de l'Etat 2 milliards de francs actuels de dégrèvement d'impôt, dans le même temps, la même société réalisait 5 milliards de profits.

Pour aider les trusts à développer leurs entreprises à l'étranger, l'Etat a établi depuis 72 un régime d'aide fiscale pour financer ses implantations industrielles. La déduction fiscale sur les bénéfices d'une entreprise ainsi constituée à l'étranger peut atteindre le tiers de l'investissement total réalisé pendant les 5 premières années d'exploitation de celle-ci.

Les mesures de « justice fiscale » annoncées par Giscard laissent parfaitement intacts l'ensemble de ces privilèges. Quant aux impôts que payent tout de même les capitalistes que représentent-ils ? Rien d'autre qu'une part de la plus value qu'ils ont extorqué à leurs ouvriers pour le redonner à l'Etat qui le redistribue à tel ou tel groupe de capitalistes. Car finalement, où ira l'ensemble des impôts prélevés en 74, sinon dans les mains des capitalistes tels, les magnats de la sidérurgie qui, pour leurs investissements à FOS, ont déjà reçu un grand nombre de milliards prélevés sur le budget de l'Etat. Non seulement les privilèges restent intacts mais, ils sont renforcés puisque l'accroissement des impôts prélevés sur les masses populaires vont accroître le capital de la bourgeoisie par le biais de l'Etat capitaliste.

Décidément, Mr Giscard d'Estaing votre « justice fiscale » n'est qu'une mauvaise farce.

combien vous paierez d'impôts en 74

Combien les capitalistes vous extorqueront-ils cette année pour le compte de l'impôt sur le revenu ? Quelques exemples :

Vous êtes célibataire :	
salaires en 73 par mois	impôt dû en 74
1000 F (SMIC)	470 F
1200 F	765 F
1500 F	1285 F
2000 F	2385 F

Vous êtes mariés sans enfants, votre conjoint ne travaille pas :	
salaires 1973 par mois	impôt dû en 74
1200 F	250 F
1500 F	310 F
2000 F	955 F

— Vous êtes mariés, sans enfants, votre conjoint travaille ; supposons pour simplifier qu'il a le même salaire. Selon les cas vous avez intérêt ou non à faire deux déclarations d'impôt séparées :

2 déclarations séparées	
salaires en 73 par mois	impôt dû en 74
1000 F / + 1000 F	940 F
1200 F / + 1200 F	1530 F
1500 F / + 1500 F	2570 F
2000 F / + 2000 F	4770 F

une déclaration unique :	
salaires en 73	impôt total dû en 74
2000 F	955 F
2400 F	1510 F
3000 F	2550 F
4000 F	4770 F

— **remarque** : à noter que si vous avez dépassé 2673 F de salaire mensuel à 2 en 73, vous aurez à payer 2000 F et plus d'impôt en 74. Aux termes de la loi de finances adoptée en novembre 73, vous aurez alors à payer 43% (au lieu de 33% les années précédentes) de votre impôt dès le premier tiers.

Si vous êtes célibataire, vous vous trouvez dans ce cas si vous avez dépassé 1852 F de salaire mensuel en 73.

Vous êtes mariés 2 enfants, un seul salaire :	
salaires en 73 par mois	impôt dû en 74
1200 F	0
1500 F	0
2000 F	207 F

— Vous aviez plus de 65 ans avant le 21/12/73 (vous étiez né avant le 1/1/1909) : aux termes de la loi de finances pour 74 vous reprenez 2000 F de votre revenu net annuel s'il est inférieur ou égal à 12000 F et 1000 F s'il est compris entre 12000 et 20.000 F

salaires en 73 par mois	
	impôt total dû
800 F	43 F
1000 F	260 F
1500 F	1125 F
1200 F	620 F

— Vous êtes mariés, et vous êtes tous deux dans les mêmes conditions que précédemment :

les deux retraites en 73 par mois	
	impôt dû en 74
800 F	0
1000 F	0
1200 F	0
1500 F	135 F

la justice fiscale vue par Giscard...

(Suite page 4 1ère colonne en haut)

Un aperçu de la justice fiscale en 74 selon Giscard.

— le système des parts familiales pour le calcul de l'impôt sur le revenu continuera d'avantager de manière scandaleuse les plus gros.

Prenons un exemple : Mariés vous vivez à deux sur un salaire d'ouvrier à 1500 F. La naissance de votre premier enfant n'entraîne pour vous qu'une diminution d'impôt de 279 F.

Si vous étiez directeur d'entreprise

gagnant la bagatelle de 17360 F par mois (pas loin de 2 millions par mois), soit 11,5 fois plus, la naissance du 1er enfant entraînerait alors pour vous une diminution de 4819 F soit une diminution 17 fois supérieure. Il suffit de se reporter au barème de la loi de finances 1974 pour faire ce constat.

Ceci n'empêche pas Giscard dans sa lettre annexe au budget d'affirmer que des mesures sont prises pour qu'en 74 les gros paient plus.

Ainsi ceux dont le revenu dépasse 2 millions par mois verront l'abattement de 20% sur les traitements et salaires réduit à 10%. Quand vous établissiez vous mêmes votre revenu imposable les années précédentes vous déduisiez 20% de votre revenu annuel de travailleur. Les salariés à plus de 2 M. d'A.F. par mois, les « salariés » du genre PDG, en faisaient autant mais sur un revenu 10,15 fois supérieur et plus. Là, pour eux, les pauvres, ça va changer : plus que 10% d'abattement. Pour l'ouvrier

que cache la retenue à la source...

(Suite page 4 1ère colonne en bas)

Le gouvernement prépare pour les années à venir, la retenue à la source pour l'impôt sur le revenu.

De quoi s'agit-il ? C'est l'employeur qui chaque mois prélèverait sur le salaire l'impôt sur le revenu. L'impôt serait donc payé par le travailleur de la même manière que la cotisation versée pour la Sécurité Sociale. Le but de cette mesure : accroître l'impôt extorqué par les capitalistes sur le revenu des travailleurs.

— Le prélèvement automatique

masquerait plus facilement aux yeux des travailleurs le montant de l'impôt qu'ils paient (les travailleurs, qui connaissent le pourcentage des cotisations à la Sécurité Sociale en ignorent le plus souvent en revanche le montant mensuel exact). Ceci donnerait les coudées plus franches aux capitalistes pour augmenter l'impôt.

— En Angleterre où un système comparable est déjà appliqué, lorsqu'un ouvrier par des heures

supplémentaires atteint un salaire hebdomadaire (en Angleterre la paie est hebdomadaire) qui le fait passer dans la tranche de revenus imposables supérieure, il voit son impôt donc le prélèvement sur le salaire brutalement augmenter d'un fort pourcentage.

— des ouvriers, tels que les ouvriers saisonniers, qui avaient jusqu'à un revenu annuel trop bas pour être imposables se verront désormais imposer sur leur revenu mensuel (quand il trouve à s'employer).

LA JUSTICE FISCALE VU PAR GISCARD ...

(Suite de la page 3)

ça sera toujours 20%, soit pour un salaire de 1500 F par mois, 1800 F par an de revenu - non imposable; tandis que, pour les revenus les plus élevés, par exemple à plus de 20000 F par mois, ça fera à partir de 24000 F par an de revenu non imposable, plus que (1) 13 fois plus. En réalité, le revenu non imposable de ces messieurs restera bien plus considérable, puisque pour un directeur de société par exemple son salaire déclaré n'est qu'une partie des profits qu'il s'attribue: au poste où il est, il a tout le loisir de se constituer un revenu bien supérieur à celui qu'il déclare au fisc. Comme on sait, il n'y a que les travailleurs, les producteurs des richesses, qui ne peuvent rien cacher au percepteur.

- Il n'y a pas que dans le domaine de l'impôt sur le revenu que Giscard veut faire régner sa «justice». Il s'en prend aux profits. Jugeons-en. Lorsqu'une entreprise vend des biens qu'elle possédait depuis plus de 2 ans (exemple: les trusts textiles qui vendent leurs terrains à Roubaix parce qu'ils vont déplacer leurs usines), les profits qu'elle en tire («plus value à long terme») étaient jusqu'à maintenant imposés à 10%, eh bien en 74, ils seront imposés à 15%. Mesure sans précédent? C'est Giscard qui fit adopter la loi de juillet 65 réduisant le taux de cet impôt de 50% à 10%: l'écart est encore de 35% par rapport à 65, en faveur de nos entrepreneurs...

QUE CACHE LA RETENUE A LA SOURCE ...

(Suite de la page 3)

- le mécanisme de la retenue à la source entraînera d'un coup un gonflement considérable des sommes prélevées. Exemples:

* avec le système actuel un jeune travailleur célibataire qui gagnait 1350 F par mois en 1973 a payé 822 F d'impôt correspondant à ses revenus de 72 où son salaire mensuel était de 1200 F. En 1974, payant l'impôt sur le revenu de 73 il devra verser 1005 F. * avec la retenue à la source (et en prenant le même barème que celui qui a cours) c'est en 1973 que ce même travailleur payant au fur et à mesure l'impôt sur le revenu aurait versé 1005 F (au lieu de 822 F).

La commission des finances de l'Assemblée nationale a établi elle-même que si, en 1973, avaient été imposés les revenus de 73, au lieu de ceux de 72 les recettes ainsi obtenues se seraient élevées à 45,20 milliards au lieu de 36,26 milliards, soit près de 25% de recettes supplémentaires. Dès novembre 1973, le gouvernement a envisagé dans un amendement la retenue mensuelle à la source. Le paiement mensuel qui existe déjà dans 16 départements et concerne 13% des contribuables en France, la suppression du calcul de leurs impôts par le contribuable lui-même, préparent dès cette année le terrain. Mais les travailleurs refusent cette mesure. Toutes les familles avec qui nous en avons discuté à St Ouen, à La Courneuve, dans la banlieue près de Paris, sont unanimes: «nous refusons ce système, ça servirait à nous pressurer davantage sous prétexte de nous simplifier les choses. Autant accepter de se mettre à genoux devant le patron».

CAEN

VENDREDI

15 FEVRIER 20h.30
cinéma ABCRASSEMBLEMENT
COMMUNISTE

Avec André ROUSTAN
Gilbert MURY, Tobias ENGEL
des Syndicalistes Révolutionnaires de Lip, Jaeger ...
Projection du film de Tobias
ENGEL: NO PINCHA

LAVAL: lutte résolue pour les contrats de travail

Depuis le 28 janvier 36 travailleurs turcs et pakistanais employés par l'entreprise DESQUESNES ET GIVAL à Lourné (près de Laval) se sont mis en grève. Ils réclament des conditions de vie décentes et des «contrats de travail» pour tous.

La majorité d'entre eux n'avaient pas leurs papiers et tombaient sous le coup de la circulaire Fontanet. C'est dans l'espoir de les obtenir qu'ils avaient accepté ces conditions de vie et de travail alors qu'ils avaient été embauchés pour un autre travail. Le patron en a profité pour les surexploiter, pour leur refuser tout moyen de se faire régulariser. Depuis leur arrivée à Lourné aucune amélioration n'était intervenue dans leurs conditions de logement et malgré les promesses.

Nous avons pu constater sur place leur mécontentement. Ils couchaient dans des wagons sales, sans eau à proximité, sans électricité et sans chauffage. Pour lutter contre le froid, ils avaient demandé des couvertures à leur patron. A la paye le patron leur avait retiré 80 F par couverture. Ils devaient dormir sur des matelas déchirés sans aucun meuble pour ranger leurs affaires. Pour ce qui est de leurs conditions de travail, c'était vraiment l'esclavage. Ils faisaient jusqu'à 11 h par jour, mais on ne leur pointait que 8 h; pour déjeuner ils n'avaient qu'une demi-heure de midi à midi et demi. Ils arrivaient à peine à manger un sandwich sans même pouvoir se laver les mains. Avec le travail pénible, ils ne pouvaient plus tenir le coup, ils étaient rendus malade par la fatigue des

heures supplémentaires et de la sous-alimentation.

Les grévistes ont trouvé une grande solidarité parmi les travailleurs de Lourné et de Laval. Des collectes sont organisées. Les paysans leur apportent de la nourriture, du bois de chauffage... cette solidarité renforce leur détermination.

Ils refusent toute division. Ainsi tant que tous n'auront pas leur contrat de travail, ceux qui l'ont obtenu (une dizaine) refusent de discuter sur les autres revendications. Ils ne se laissent pas acheter par une promesse d'augmentation de salaire. Il n'y aura de victoire que pour tous.

DES CONTRATS DE TRAVAIL POUR TOUS.
ABROGATION DE LA CIRCULAIRE FONTANET.

Correspondant Laval.



les travailleurs dans le wagon qui leur sert de logement

EN SYSTEME CAPITALISTE
LES CRISES SONT INEVITABLES

Le gouvernement, comme la «gauche» masque les racines profondes de la crise. Pour le gouvernement c'est la crise de l'énergie qui est la cause de toutes les difficultés actuelles, pour la «gauche» c'est la mauvaise gestion du gouvernement Messmer qui est responsable, et il suffit de la remplacer par une gestion plus saine. Bref, la crise a une cause accidentelle, conjoncturelle, externe... L'histoire du capitalisme a été alors, s'il faut en croire ces messieurs, emmaillée régulièrement de bien des «accidents». La crise telle qu'elle se manifeste aujourd'hui n'apparaît nullement comme un accident. Front Rouge la semaine dernière a montré comment la recession s'annonçait déjà depuis plusieurs mois et comment par exemple dans l'automobile la surproduction était consécutive au boom effréné des ventes d'automobiles en 72 et au premier semestre de 73. Cet exemple est significatif.

Le système capitaliste est incapable d'adapter la production à la consommation et c'est ce qui engendre la crise. L'élargissement de la production constaté depuis de nombreuses années dans l'automobile n'est pas le fruit d'une volonté consciente de la bourgeoisie. Dans la course aux profits qui oppose les capitalistes entre eux, la condition pour réaliser effectivement ses profits c'est de vendre les marchandises produites, c'est de conquérir une place

sur le marché, c'est d'être capables de ne pas se faire évincer par les concurrents. Pour arriver à cela il est vital pour chaque capitaliste de produire à des coûts de production minimum, à des coûts de production inférieurs à ceux de ses rivaux. C'est cette nécessité qui pousse les capitalistes à moderniser l'entreprise, à introduire de nouvelles machines qui permettent de produire plus de marchandises, d'intensifier le travail, sans augmenter le nombre des ouvriers et donc sans majorer les dépenses en salaires. Le coût de production de chaque marchandise est ainsi abaissé. Mais du même coup c'est en quantité bien plus grande que ces marchandises se trouvent sur le marché.

Ainsi la course au perfectionnement technique pour abaisser les coûts de production se conjugue inéluctablement avec un élargissement de la production. Par exemple en 5 ans la Régie Renault a doublé le nombre des voitures produites. Cet élargissement est totalement indépendant des possibilités du marché, et les capitalistes doivent rechercher sans cesse de nouveaux débouchés. S'il s'agit de branches industrielles qui produisent des biens de consommation (alimentation, habillement) on voit tout de suite la difficulté que vont affronter les capitalistes de cette branche: d'un côté le salaire des travailleurs est réduit à son strict minimum pour maintenir

les coûts de production le plus bas possible; d'un autre côté arrivent sur le marché des marchandises en quantité de plus en plus importantes, marchandises dont les masses ont besoin mais qu'elles ne peuvent pas payer et acheter plus souvent faute d'un salaire suffisant.

C'est une telle situation qui engendre à un stade déterminé une crise de surproduction.

Comme on le voit dans le système capitaliste de telles crises sont absolument inévitables: une telle société est incapable de résoudre la contradiction entre la sous-consommation des masses et l'élargissement croissant de la production. C'est la révolution socialiste, c'est la disparition du capitalisme et avec lui la disparition de l'anarchie de la production, la disparition de la concurrence capitaliste qui permettra de construire une économie socialiste où les besoins des masses seront satisfaits, où la production rigoureusement planifiée et centralisée sera adaptée à ces besoins...

Les marxistes-léninistes appellent les travailleurs à rejeter les illusions diffusées par la bourgeoisie et ceux qui masquent les causes profondes de la crise. Pour les travailleurs la solution c'est de faire payer la crise à la bourgeoisie. Seule la révolution prolétarienne balayera définitivement le spectre de toute crise, avec son cortège de chômeurs et de bas salaires.

MULHOUSE
menace
d'expulsion

Accusés d'avoir bombé sur les murs de Mulhouse «Le combat des Lip est notre combat», «Lip vaincra», deux ouvriers, l'un marocain, l'autre français sont poursuivis par la police. Le travailleur marocain risque gros: arrêté, accusé sans preuve formelle, il risque l'expulsion. C'est ce que lui a promis le juge d'instruction. La bourgeoisie française n'hésite pas à livrer les travailleurs marocains combattifs aux tortionnaires d'Hassan II.

Travailleurs français et immigrés, mobilisons nous pour empêcher cette expulsion, pour arracher notre frère de classe des griffes du bourreau Hassan II!

Correspondant Strasbourg.

LA MAIN DANS LE SAC !

Dans l'Humanité du 6 février, les révisionnistes donnent une nouvelle leçon de néocolonialisme à la bourgeoisie française: sous le titre: «Jobert, aujourd'hui en Irak: une longueur de retard», ils lui reprochent de n'avoir pas su tirer son épingle du jeu, de s'être fait devancer de 3 semaines par «ses concurrents japonais». Mais le plus fort, c'est les conseils qu'ils donnent au ministre des affaires étrangères: «pour combler ce retard, il faudrait que M. Jobert mette sa montre à l'heure du mouvement de libération des pays arabes et non à celle du cartel!» Ce n'est pas une boutade, quand on sait que la politique des révisionnistes de tous bords est de se cacher derrière un pseudo-soutien aux peuples dominés en lutte, pour essayer d'en tirer profit, quand on sait que le P.C.F. a toujours conseillé à la bourgeoisie de négocier plutôt que de tout perdre en Algérie!

«Conséquence du racisme: 15 millions perdus sur la ligne d'Algérie», tel est le titre d'un article du syndicat CGT des marins paru dans le journal révisionniste «La Marseillaise». La fédération des marins CGT, non contente de ne pas défendre les travailleurs immigrés contre les attaques racistes, de parler de provocation chaque fois que les immigrés luttent, montre bien là qu'elle est dans le camp de la bourgeoisie, au service de l'impérialisme; tout ce qui l'intéresse dans le racisme ce ne sont pas les conséquences pour les travailleurs, c'est que la Transat ait perdu de l'argent à cause de l'arrêt de l'immigration algérienne vers la France! Par cette position elle réaffirme son chauvinisme et son rôle de larbin de l'impérialisme.

Le 4 février paraissait un appel à un meeting du «comité pour la libération des prisonniers israéliens en Syrie». Ce comité présidé par Simone de Beauvoir, a réuni autour de lui toutes les tendances de soutien au sionisme, de Jean-Paul Sartre à Simone de Beauvoir et de Pierre Vidal-Naquet à Ceccaldi-Reynaud et Max Lejeune, tortionnaires du peuple algérien.

On y retrouve également Minjoz, maire de Besançon et Lecoq maire de Tourcoing. Ce ramassis de sionistes est uni par sa haine commune de la lutte du peuple palestinien et des peuples arabes. Alors qu'ils taisaient les crimes sionistes dans les territoires de Palestine occupée, ils lancent une campagne hystérique contre le gouvernement syrien. Le gouvernement syrien traite bien les prisonniers sionistes mais refuse avec raison de déder au chantage des agresseurs de leur territoire! Beauvoir et Sartre protestent mais un peu tard car leurs noms ont été mêlés aux noms des réactionnaires hais de tous. «Ils ne sauraient admettre que ces adhésions (celles de Ceccaldi-Reynaud et de Lejeune) soient utilisées à des fins publicitaires». Bref ils veulent bien signer avec les bourreaux du peuple algérien mais ils ne veulent pas que ça se sache!

FOS : LES OUVRIERS DE LA C.F.E.M. FONT PAYER PAR LE PATRON LA HAUSSE DU PRIX DU TRANSPORT, DUE AUX HAUSSES DE L'ESSENCE

Dès décembre, pour lutter contre la volonté de la bourgeoisie de bloquer les salaires, les ouvriers de la CFEM avaient lancé des débrayages qui avaient amené une augmentation des salaires de 2%. Devant le refus du patron d'accorder plus, le conseil syndical CGT se réunissait et appelait les ouvriers à se préparer à riposter contre les hausses des prix qui n'allaient pas manquer de se produire dès janvier 74.

AU PATRON DE PAYER L'AUGMENTATION DU PRIX DE L'ESSENCE !

Effectivement, dès l'annonce de l'augmentation de 40 centimes du litre de super, les ouvriers demandaient une augmentation : pour tous ceux qui viennent travailler avec leur véhicule et font 80 à 100 km par jour, il allait en résulter une dégradation importante du salaire.

Les Syndicalistes Révolutionnaires dénoncèrent la bourgeoisie qui met tout sur le dos des pays producteurs de pétrole. La section syndicale prenait parti en faveur de cette position. De même nous avançons le mot d'ordre «A la bourgeoisie de payer sa crise !».

«Maintien de nos salaires !», «Non à la dégradation de nos conditions de travail !», «La direction refuse catégoriquement en prétextant que l'an dernier, nous avions été augmenté de 14,81% sur le salaire de base !». En riposte, le conseil syndical lançait un mot d'ordre de grève de 24 H. Avant même que le mouvement ne fut engagé la direction cédait : 3,50 F par jour pour le déplacement et une augmentation de la valeur du point de 20 centimes.

ECHEC DES TENTATIVES REVISIONNISTES !

A la réunion de bilan qui suivit à l'UL, les révisionnistes proposèrent de continuer le mouvement par un débrayage de 2 h par semaine. Les Syndicalistes Révolutionnaires dénoncèrent cette proposition qui voulait porter un coup d'arrêt au mouvement. Pour obtenir l'ensemble de leurs revendications, ils proposèrent 2 h de débrayage par jour, sous forme de grève perlée avec meeting de préparation pour raffermir l'unité des travailleurs sur le mot d'ordre «A la bourgeoisie de payer sa crise !». Cette initiative l'emportait. La confiance des travailleurs dans les perspectives

tracées par les Syndicalistes Révolutionnaires s'en trouva renforcée.

Au cours des discussions, les révisionnistes ont été amenés à exposer leur point de vue sur «le progrès technique», «l'alliance avec les chefs». Les ouvriers ont répondu «Mais alors, vous êtes pour le chômage ? Les chefs ? On ne veut pas leur servir de masse de manœuvre».

Pour les syndicalistes Révolutionnaires, une chose est sûre : pour empêcher les révisionnistes d'imposer leur point de vue par des moyens détournés, il faut mener le combat pour la démocratie à l'intérieur du syndicat. Quand un tract a été discuté par un grand nombre d'ouvriers, les révisionnistes ne peuvent plus en détourner le sens, changer les revendications : une telle pratique les démasquerait inévitablement. Les Syndicalistes Révolutionnaires ont donc tout intérêt à les laisser exposer largement leurs positions : ils peuvent alors s'appuyer sur les ouvriers pour avancer leurs perspectives révolutionnaires.

correspondant Fos, le 1/2/74

NON A L'AUGMENTATION DES LOYERS DANS LES FOYERS DE JEUNES TRAVAILLEURS

Le 20 novembre, le conseil d'administration du FJT des Etats-Unis votait une augmentation de près de 20% du prix de pension : le lit, dans une chambre à 2 lits, passait de 163 F à 190 F et le repas de 5,90 F à 6,70 F. Il n'était pas question, pour les jeunes travailleurs du foyer, de supporter des hausses pareilles. Vivant à Lyon, loin de leur famille, ils sont obligés de dépenser de 750 à 900 F par mois, rien que pour se nourrir et se loger. Quand on sait qu'ils sont, dans leur grande majorité, OS dans les usines du coin (Berliet, Paris-Rhône) et qu'ils gagnent en moyenne 1200 F par mois, on a vite fait le tour de ce qu'ils peuvent mettre de côté.

C'est pourquoi, dès le 27 novembre, une pétition recueillait 80 signatures parmi les 125 résidents du foyer. Il faut noter que parmi ces 125, il y a une vingtaine de jeunes stagiaires de la SNCF, dont le loyer est payé par la SNCF et une quinzaine de jeunes apprentis à la charge de leurs parents. C'est dire le succès de la pétition. Après l'échec, prévisible, de diverses démarches auprès du maire Pradel, du député Caille, ou de l'OP-HLM, les jeunes travailleurs organisés au sein du comité d'action des résidents, décident de ne payer le loyer qu'à l'ancien tarif.

Le C.A. réunit les paiements des résidents et fait lui-même un virement global.

«Il ne s'agit pas, nous a déclaré un des militants du C.A., de recommencer les erreurs des autres grèves du FJT qui ont souvent échoué à cause des pressions diverses de l'Etat bourgeois sur les jeunes travailleurs. Il faut donc créer un rapport de force qui nous soit favorable.» Et le C.A. a donc décidé d'organiser la lutte sur tous les fronts. Création d'un comité de défense des résidents, organisation officiellement déclarée, information systématique de tous les résidents et popularisation de la lutte dans le quartier et auprès des autres foyers de jeunes travailleurs. C'est ainsi qu'ils ont tenu le samedi 8 janvier, un stand sur le marché voisin avec une banderole : «Non à l'augmentation de nos loyers et des panneaux explicatifs. 260 personnes ont signé la pétition, beaucoup parlaient aussi de leur foyer, des hausses de charges et de chauffage. C'est que la lutte des jeunes du foyer contre la hausse du loyer est aussi celle des autres travailleurs du quartier : bas salaires et hausses des charges locatives. Le CA envisage, avec eux, une manifestation sur le quartier. La lutte se développe, malgré les pressions de toutes sortes. Principaux

responsables de ces pressions : Usureau, sous directeur et Besson, directeur et... cégétiste, mais qui, en fidèle larbin, applique avec zèle l'augmentation décidée par les patrons et les politicards pradeliens du conseil d'administration du foyer. C'est Usureau qui dit «faire du social» et qui invite les résidents les plus hésitants à payer l'augmentation. C'est Besson qui parle de grève menée par un groupe d'agitateurs, et fait distribuer le 30 janvier, un tract dans lequel il menace d'expulsion ceux qui n'auront pas acquitté la totalité de leur loyer avant le 10 février. Il va même jusqu'à utiliser contre les jeunes travailleurs une grève des employés du foyer, inquiets pour la garantie de leur emploi.

Mais ces manœuvres n'ont pas réussi : bien au contraire, la lutte se renforce, si bien que le 7 février, Besson est contraint à un premier recul : il qu'il n'y aura pas d'expulsions. C'est une première victoire. La lutte continue.

Non à l'augmentation !
Non à l'expulsion !
Non au chantage à la fermeture du foyer !

correspondant Lyon, le 8 février.

à Rateau, les travailleurs poursuivent l'occupation. Pas un seul licenciement !

LIP: 9 mois de lutte, 9 mois de calomnies révisionnistes !

A Lip, comme chaque fois que les travailleurs prennent en main leurs revendications et défendent leurs intérêts, les révisionnistes ont tout fait pour freiner la lutte, la saboter, car ils voyaient dans les faits, dénoncer leur ligne de collaboration de classe. A chaque étape importante, ils ont tenté leurs manœuvres et calomnié les orientations prises. Rappelons ces positions qui éclairent particulièrement la position actuelle du P.C.F. et de Ségué :

* la vente des montres : à la fête de l'humain (8/9 septembre 73) au stand Lip des révisionnistes, pas de montres LIP, mais des montres du Doubs vendues pour faire de l'argent : la CGT a toujours répugné à cette vente ; Ségué a toujours depuis le début de la lutte refusé d'acheter une montre.

* 14 août : occupation de l'usine de Palente par les flics. La confédération CGT qualifie les milliers de manifestants qui s'opposaient violemment à l'occupation par les flics de «voyous», d'«éléments extérieurs à la classe ouvrière».

* marche sur Besançon : la confédération CGT a tout fait pour l'empêcher en essayant de détourner toute l'attention des travailleurs sur la «marche» à Matignon alors que depuis longtemps ceux-ci réclamaient une marche sur LIP. Le mot d'ordre révisionniste «une seule solution le programme commun» est hué. La section CGT de Pétiercem (Lyon) parle de «la marche sur Besançon où les camarades de la CGT ont été conspués et bousculés par les éléments gauchistes de toute la France».

Malgré tout, jusqu'au 12 octobre les révisionnistes prennent des précautions pour dénigrer la lutte : ils participent encore aux activités de soutien.

* le 12 octobre : le plan Giraud est refusé par la grande majorité des travailleurs de LIP. Le vote raconté (une fois de plus) dans l'humain du 30 janvier : «dans un climat d'exaltation (!), de calomnies lancées contre la CGT, le vote a lieu. Le syndicat CFDT avec l'appui des éléments gauchistes fait en sorte que la proposition de la CGT ne soit même pas prise en compte. Le vote est réduit à un choix simpliste : «pour continuer la lutte», ou «pour arrêter la lutte». Sur un peu plus de 700 présents 626 se prononcèrent pour la «continuation», 174 pour «l'arrêt»...

Le gouvernement frappe aussitôt, Mr Messmer lance son premier «Lip c'est fini». La sympathie populaire se «détériore». L'envoyé spécial du Monde écrit : «telle ouvrière de Lip qui faisait causette avec ses voisines de

l'H.L.M. se heurte aujourd'hui à un silence réprobateur. La CGT et FO dénoncent les irresponsables...»

A l'Assemblée générale Dartevelle déléguée CGT : «vous allez à la catastrophe ; pour nous les femmes ça a assez duré, les travailleurs de la ville ne nous soutiennent même plus...»

contre la démocratie dans la lutte :

* 6 novembre : lettre de la CGT Lip posant cet ultimatum à la CFDT : «l'unité d'action ne se conçoit qu'entre organisations syndicales représentatives, responsables, il doit être mis un terme à l'activité du comité d'action et des éléments extérieurs». A noter que de nombreux travailleurs et délégués qui étaient auparavant à la CGT sont membres de ce comité d'action...

* sabotage ouvert du soutien. Même lettre du 6 novembre : «les initiatives CFDT, les méthodes popularisation «6 H avec les LIP» etc... ne trouvent aucun soutien de la part du syndicat CGT Lip». Cela ira jusqu'au recollage des affiches annonçant ces meetings.

* Bases attaques contre les leaders de la lutte

(nov) «Que sont devenues les sommes extrêmement importantes provenant de la vente des montres, et des collectes pour le soutien des travailleurs de Lip... Nous nous posons la question : comment vivaient les éléments troubles en permanence à Besançon, comment a été payée la campagne extrêmement virulente contre la CGT. C'est là le trésor de guerre du nommé Piaget et son utilisation». (Bulletin CGT Pétiercem à Lyon).

* le plan Neuschwander - humain 2 novembre - «c'est un fait que par l'attitude jusqu'aboutiste de certains responsables du mouvement, Lip fournit un alibi de taille au gouvernement» (Paganelli conseiller général communiste du Doubs).

* 21 novembre : La CGT Ormains qui a fait reprendre déclare que pour Palente il aurait fallu accepter le compromis de Dijon : nous aurions obtenu alors une grande victoire.

* P.C.F. Besançon 30/1/74 : «au cours de négociations avec le médiateur nommé par le gouvernement Mr Giraud, les travailleurs de chez Lip avaient arraché 950 réembauchages et des garanties pour la poignée de travailleurs qui n'étaient pas immédiatement reclassés» la poignée, c'est 160 TRAVAILLEURS.

* après l'accord P.C.F. Besançon : «Bien entendu le pouvoir et le patronat ont reculé en manœuvrant. Ils ont tiré le meilleur parti de l'échec des négociations du mois d'octobre 73. C'est ainsi que le protocole signé à Dôle est nettement inférieur à l'acquis des négociations engagées avec Giraud. C'est qu'à l'époque la lutte des LIP était en pleine puissance. Elle bénéficiait d'un immense soutien populaire dans toute la France...» Mais qui tentait à chaque fois de saper ce soutien ?

Toutes ces positions annoncent en droite ligne les dernières attaques révisionnistes. Krasucki accuse la section CFDT «d'aventurisme... de gauchisme qui a mené la lutte à l'échec... de collaboration de classe avec des patrons comme Bidegain». C'est pourtant Bidegain qui a négocié à Romans avec la CGT et la CFDT et les révisionnistes n'ont rien dit contre l'accord qualifié par la confédération CGT elle-même de «victoire des ouvriers de la chaussure». Pour masquer leur grave défaite ils lancent des attaques hargneuses contre la CFDT LIP alors qu'elle a mené la lutte d'une façon largement positive. Ils se conduisent à la façon des syndicats jaunes qui font régulièrement le bilan des luttes en disant «nous vous l'avions bien dit, il ne fallait pas...»



LES TRUSTS PETROLIERS ORGANISENT LA PENURIE A LEUR PROFIT

Un énorme scandale pétrolier a éclaté la semaine dernière en Italie. Les compagnies pétrolières sévissant dans ce pays ont distribué plus de 20 milliards de litres à différents partis politiques au pouvoir, députés, fonctionnaires du ministère de l'Industrie... Des perquisitions ont eu lieu, même à la société financière liée à l'ENI, régie des pétroles de l'Etat; aux dernières nouvelles c'est rien moins qu'un conseiller du gouvernement qui est recherché par la police italienne! Plus de 20 milliards de litres pour dissimuler des stocks et peser sur les prix en organisant un simulacre de pénurie avec la complicité de fonctionnaires de l'Etat. C'est ainsi qu'ils s'approprient encore à réclamer 50 litres d'augmentation par litre. Ce scandale n'est pas le seul : dans tous

les pays consommateurs, les compagnies ont organisé la pénurie; en Hollande, c'est Pompidou lui-même qui l'affirme, le gouvernement n'était pas du tout obligé de prendre les mesures de restrictions qu'il a prises. Même chose en Allemagne. Aux Etats-Unis, de nombreux tankers sont restés au large des côtes américaines, début janvier, attendant l'augmentation des prix pour décharger. Pendant ce temps, grâce à la pénurie simulée, se développait le marché noir dans le pays.

En France, les compagnies font la même chose. La très officielle «Commission des Ententes» déclarait qu'au 1er octobre 1973, les pratiques des compagnies justifiaient un renvoi au parquet. Elles s'arrangeaient aussi pour faire monter les prix, réexportant

par exemple une partie du pétrole destiné à la France vers des pays où la vente était libre, donc les bénéfices plus élevés. Il y a eu alors des accords entre les compagnies et le ministère des finances, leur accordant des délais pour observer des règles un peu moins scandaleuses. On passe donc l'éponge. Dans tous ces pays, les compagnies pétrolières dictent leur loi, leurs prix. On le voit en Italie. Nixon lui aussi est le commis des monopoles pétroliers qui ont versé 5 millions de dollars à la dernière campagne électorale du parti républicain. Elles n'ont donc pas beaucoup de mal à imposer leur volonté au gouvernement, «à emporter la conviction des pouvoirs publics» comme disait M. Demargne; président de l'Union des Chambres Syndicales de l'Industrie Pétrolière.

Pour se persuader des «difficultés» des compagnies pétrolières, et de «l'urgence» pour elles d'une nouvelle augmentation du prix de l'essence, il suffit de comparer les bénéfices de 73 à ceux de 72 que viennent de publier trois compagnies du cartel. C'est ce que montre ce tableau.

	Augmentation des bénéfices en 73, par rapport à 72.	Augmentation des bénéfices le 4ème trimestre 73, par rapport au 4ème trimestre 72.	Augmentation du chiffre d'affaire le 4ème trimestre 73/4ème trimestre 72.
EXXON	60 %		
MOBIL	47 %	68 %	40 %
TEXACO	45,4 %	70 %	46,6 %

L'EUROPE DES 9 S'EST RENDUE FINALEMENT A LA CONFERENCE DE WASHINGTON



Nixon veut réaliser un front commun des pays capitalistes pour s'assurer la main mise sur les réserves énergétiques

Lundi 11 février à Washington la conférence sur l'énergie convoquée par Nixon réunira les principaux pays capitalistes consommateurs de pétrole. Cette conférence est à resituer dans l'ensemble des manœuvres actuelles de l'impérialisme US qui entend tirer profit de la «crise du pétrole» pour réaffirmer son rôle de chef de file, à l'égard des pays capitalistes d'Europe et du Japon. Ces derniers avaient depuis quelques années profité largement de la crise de l'impérialisme US (chute et dévaluation du dollar, récession, déficit de la balance commerciale) pour contester son rôle de chef de file.

Aujourd'hui, ayant mis à profit la «crise du pétrole» pour organiser par le biais des compagnies US du cartel un début de pénurie en Europe, et au Japon, l'impérialisme US a convoqué ses rivaux à Washington pour les convaincre de constituer sous sa direction un front commun des pays capitalistes consommateurs contre les pays producteurs de pétrole.

C'est ce que dénonçait le président algérien Boumedienne. «En premier lieu, les Etats Unis voudraient reprendre le leader ship dans le domaine de l'énergie et instaurer un protectorat aussi bien sur les pays producteurs de pétrole que sur les pays consommateurs». Kissinger l'a d'ailleurs affirmé en fixant la réunion : «...Nous considérons comme fondamentale que la conférence de Washington donne le départ à un effort de coopération soutenu entre les principaux pays consommateurs dans toute la série des domaines liés où ces pays sont en mesure d'améliorer leur situation grâce à leur propre action. CECI APPARAÎT COMME LA CONDITION ESSENTIELLE POUR QUE PUISSE S'ENGAGER UN DIALOGUE SIGNIFICATIF AVEC LES PAYS PRODUCTEURS».

L'impérialisme US sait que les pays

capitalistes d'Europe et du Japon ont été lourdement frappés par la hausse du pétrole et le déficit de leur balance commerciale qui s'ensuit. Il entend montrer à ces pays la possibilité qu'aurait un tel front de contraindre les pays arabes à baisser le prix de pétrole. En retour Nixon entend en retirer plusieurs avantages :

- d'une part sauvegarder le rôle des compagnies pétrolières du cartel. Ces compagnies (pour l'essentiel US) qui ont aujourd'hui la main mise sur l'approvisionnement de ces pays, sont menacées par les contrats directs d'Etat à Etat comme il en a été conclu entre le Japon et l'Irak, entre la France et l'Arabie Saoudite;

- d'autre part, dans l'examen des ressources énergétiques autres que le pétrole, l'impérialisme US entend contrôler et tirer profit de l'installation en Europe de centrales nucléaires, en exportant sa technique d'enrichissement de l'uranium et en contrôlant par là le processus dans lequel s'engagent les pays européens.

Les 9 Européens ont longtemps hésité avant de définir une position commune. C'est qu'il existe des divergences au sein de l'Europe. D'un côté des pays comme l'Allemagne ou la Hollande ont aussitôt applaudi la convocation de Nixon et se sont déclarés pour la constitution de «ce front commun des pays consommateurs». De l'autre un pays comme la France, a affirmé la nécessité de conclure directement des

séries de contrats d'Etat producteur à Etat consommateur, a proposé la convocation d'une conférence arabo-européenne, d'une conférence mondiale sur l'énergie... Le compromis qui a été adopté à Bruxelles par les 9 devait forcément être marqué par ces divergences. D'un côté on affirme que les rapports entre les pays consommateurs et les pays producteurs ne doivent pas passer d'abord par cette conférence, d'un autre côté, on ne rejette pas clairement le front commun des pays consommateurs, on affirme même qu'il faut constituer «à court terme sur des questions concrètes des groupes de travail d'une composition appropriée».

C'est fort de cette «nouvelle unité» que les 9 se rendent à Washington. Même si l'impérialisme US doit faire quelques concessions à ses rivaux, il marque déjà un point en les faisant venir à domicile pour négocier. L'impérialisme français, qui pendant plusieurs semaines affirmait que cette conférence était inopportune, qu'il ne voyait pas l'intérêt de s'y rendre, a finalement baissé pavillon. Le compromis élaboré à Bruxelles constitue un piètre alibi pour justifier le voyage de Jobert. La réelle opposition des positions françaises et des positions US ne va pas jusqu'au refus de se rendre à une convocation. C'est un signe de l'évolution très nette des rapports franco-US par rapport à la période gaulliste.

10 2 74

«LA CHINE» d'Antonioni un film anticommuniste

Dès la parution du film d'Antonioni, «La Chine», tous les bourgeois se sont prosternés devant ce nouveau chef d'œuvre.

La critique véhémente qu'en a fait le «Quotidien du Peuple» du 30 janvier a, semble-t-il, stupéfié les bourgeois. Antonioni le premier. Il n'y a qu'eux pour s'en étonner : «L'Humanité Nouvelle», organe central du PCMLF, y consacrait un article dès décembre sous le titre : «Un film anticommuniste de plus». Les critiques du «Quotidien du Peuple» et de «L'Humanité Nouvelle» révèlent bien la nature anticommuniste de ce film. Antonioni prétend ne pas vouloir porter de jugement sur le régime politique de la Chine, il se veut neutre. Cette prétention initiale est déjà suspecte, car le choix des images n'est pas sans signification, les commentaires qu'on y met non plus. Quelle image montre-t-il de la Chine Socialiste ?

Il accumule les scènes rétrogrades, vestiges de l'ancienne société : équipements rudimentaires, opérations effectuées à la main. Il prétend que «Les industries créées à la hâte sont un peu meilleures que les grands ateliers artisanaux», que «la plus grande raffinerie de pétrole de Changhaï est aussi une usine pauvre qui a été mise sur pied avec du matériel presque de rebut». Alors que sur les rives du fleuve Houangpou se dressent les chantiers navals capables de construire des cargos de 10000 tonnes et que les longs-courriers chinois mouillent dans ce fleuve, Antonioni ne montre que des cargos étrangers, à côté de petites embarcations chinoises en bois. «Il passe totalement sous silence les grandioses réalisations accomplies par la Chine sur les divers fronts de son édification, pour faire croire qu'il n'y a guère de différence entre la Chine nouvelle et Socialiste d'aujourd'hui et l'ancienne Chine semi-féodale et semi-coloniale d'hier» («Quotidien du Peuple»).

Il essaie de faire croire que la Révolution n'a pas changé le statut du peuple chinois «il montre dans le peuple chinois une foule ignorante, idiote, coupée du monde, aux visages tristes et anxieux, sans énergie, sans hygiène, aimant boire et manger, bref,

masse avachie. Il dit que les habitants de Pékin semblent pauvres, mais pas misérables. Il souligne que le travail quotidien dans les champs est très pénible».

«Une autre forme d'attaque encore plus sournoise dans le montage du film consiste à faire passer le peuple chinois pour belliqueux, militarisé à outrance, en passant sous silence une fois de plus le caractère socialiste de la Chine et une de ses conséquences : l'encerclement de la Chine par l'impérialisme et le social-impérialisme. Dans une séquence, on enchaîne savamment des camions de soldats passant dans les rues, des sorties d'usine, des étudiants allant travailler à la campagne et marchant au pas, des cadres allant en rang dans une école du 7 mai, des écoliers au pas de course et alignés, les séances de gymnastique du matin. Bref, insidieusement suggérer le mythe du péril jaune, de la multitude qui va envahir l'occident». («L'Humanité Nouvelle» numéro 26) Il tente de faire croire que le peuple chinois est opprimé, qu'il pense au passé, mais que «la prudence des gens rend leurs sentiments presque imperceptibles». Il présente aux spectateurs des statues d'argile d'un des tombeaux des Ming, évoquant l'oppression des travailleurs à cette époque, puis, sans transition, un groupe de jeunes étudiants se rendant à la campagne, la pelle sur l'épaule, pour participer au travail manuel. Le rapprochement est clair ! Le peuple chinois n'a pas de liberté. Par 1000 détails, Antonioni suggère une seule chose : le peuple chinois n'a rien gagné à faire la Révolution : il est toujours pauvre, opprimé. La dictature du prolétariat, son rôle dirigeant, les réalisations socialistes, tout cela est passé sous silence, ou plutôt dénié implicitement.

Comme le dit «L'Humanité Nouvelle», «Antonioni renouvelle la manière de calomnier la Chine Socialiste, mais les thèmes sont toujours les mêmes : misère, embrigadement, agressivité, avec un vernis d'amitié pour la Chine. Tel est le contenu fondamental de la prétendue neutralité d'Antonioni. La dernière image du film, des marionnettes, confirme Antonioni : dans son rôle de laquais de l'impérialisme.

PARIS : mille manifestants contre les crimes de Hassan II

Samedi 9 février, un millier de personnes ont manifesté de la porte Clichy à Gennevilliers pour soutenir la lutte du peuple marocain à l'appel de «l'association des Marocains en France» et du «comité de lutte contre la répression au Maroc», avec le soutien de nombreuses organisations dont Front Rouge, les CIP, les CACF. Dans leurs mots d'ordre les manifestants dénonçaient la répression qui s'abat au Maroc sur les travailleurs et tous les militants révolutionnaires; ils dénonçaient l'interdiction de l'Union Nationale des Etudiants Marocains (UNEM).

Aux cris de «Hassan II assassin, Pompidou complice», «amicale - CFT complice», «Travailleurs français travailleurs immigrés même combat», les manifestants condamnaient aussi bien la présence de l'impérialisme français au Maroc que la création en France par le gouvernement marocain de «l'amicale des travailleurs et des commerçants marocains» avec la complicité ouverte du patronat français et de la CFT comme c'est le cas à Renault-Flins. Cette tentative d'encadrer les travailleurs marocains pour les faire renoncer à l'action aux côtés de leurs frères de classe, d'autres nationalités, se heurte à leur volonté de lutte qui s'est largement exprimée ces derniers temps dans de nombreuses grèves : Câbles de Lyon à Gennevilliers, Oignies dans les Houillères...

Malgré la présence massive des flics casqués, avec fusils lance-grenades le long du parcours, la manifestation était très favorablement accueillie et suivie par les travailleurs marocains, nombreux dans ce secteur de la banlieue parisienne.

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pour la France

pli normal	1 an	60 F
	3 mois	15 F
pli fermé	1 an	120 F

pour l'étranger : écrire au journal qui fournira le tarif.

demande de contact

Nom : prénom :

adresse :

profession :

envoyer cette demande à : Front Rouge BP 464 - 75065 PARIS CEDEX 02.

LES MINEURS ANGLAIS RIPOSTENT AUX MANOEUVRES ELECTORALES DE HEATH ET WILSON

Une nouvelle fois, les manœuvres de Heath font long feu devant la détermination des mineurs. Les mineurs sont en grève totale depuis le 9 février à minuit, comme ils l'ont décidé, à 81% des voix, après avoir repoussé la proposition de Heath «trêve jusqu'aux élections»; le président du syndicat (membre du parti travailliste de Wilson) avait exprimé son accord pour repousser la grève: il a été désavoué.

Surseoir à la grève était pour les mineurs renoncer à défendre leurs revendications.

Depuis plusieurs mois, Heath et les mineurs s'affrontent. Les mineurs refusent de payer la crise de l'impérialisme qui frappe la classe ouvrière anglaise, comme elle frappe les ouvriers allemands, français ou italiens.

La pièce maîtresse du plan de la bourgeoisie anglaise pour faire payer la crise à la classe ouvrière était le blocage des salaires ouvriers. Pour les mineurs, le gouvernement avait prévu une augmentation de 2,3 livres (environ 25 F) par semaine, alors que les mineurs revendiquent au moins 8 livres par semaine (environ 100 F); les augmentations prévues par la

bourgeoisie ne rattrapaient même pas la hausse des prix qui s'est accélérée depuis février 72; à cette époque, les mineurs avaient imposé au gouvernement Heath 21% d'augmentation de salaires au terme de 7 semaines de grève. Heath se montre intraitable avec les mineurs car céder aux mineurs l'obligerait ensuite à céder dans les autres branches où les ouvriers subissent tous également les méfaits du plan anti-inflation.

Pour imposer leurs revendications, les mineurs ont commencé par refuser les heures supplémentaires. Pour écraser le mouvement des mineurs, Heath a promulgué la semaine de 3 jours. La manœuvre était claire: dresser les ouvriers contre les mineurs, en désignant les mineurs comme responsables de la crise économique et de la dégradation des conditions de vie de la classe ouvrière.

La violence de l'attaque du gouvernement Heath contre les mineurs vise à les obliger et à travers eux toute la classe ouvrière à accepter les plans de la bourgeoisie, et à faire supporter par les ouvriers les effets de la crise. Les salaires sont brutalement réduits par la semaine de trois jours, alors que la production se maintient

entre 70 et 90% du niveau normal. Deux millions de chômeurs sont dénombrés, les patrons prévoient déjà des hausses de prix à la production de 11% pendant l'année 1974.

La brutale intensification du travail qui caractérise la semaine de trois jours pour ceux qui ont encore du travail est une aggravation bien plus durable des conditions de vie de la classe ouvrière: les patrons ont mené la chasse aux temps morts, dont la suppression des «tea-time» (pause-thé de 10 à 20 mn) traditionnels en Angleterre est un des aspects les plus spectaculaires; ils chercheront à maintenir ces rythmes de travail quand la semaine normale sera rétablie.

Heath a subi un premier échec: la semaine de 3 jours n'a pas désorganisé la lutte. Au contraire, celle-ci s'est renforcée. Les mineurs décident de faire la grève totale. Heath riposte en organisant des élections générales. En donnant le thème de sa campagne. «Qui gouverne l'Angleterre? Le gouvernement ou les syndicats?» Heath indique clairement son but: obliger les mineurs, et à travers eux toute la classe ouvrière, à voir leurs salaires amputés par les plans anti-inflation mis en pratique par le

gouvernement élu. «démocratique» En refusant la «trêve» électorale, les mineurs ont du même coup refusé d'avance que leur soit imposée la reprise du travail sans satisfaction de leurs revendications au nom d'une quelconque démocratie parlementaire.

En refusant la trêve électorale, les mineurs ont du même coup refusé de voir leur grève bradée au profit des promesses démagogiques du Parti Travailliste.

Le slogan de Wilson «reprise du travail avec le parti travailliste» se heurte à cette riposte des mineurs: «A quel prix? Quels seront nos salaires? Nous ne voulons pas payer la crise de la bourgeoisie.»

Heath et Wilson se disputent sur la manière de faire payer les ouvriers anglais. Wilson a montré qu'il était tout aussi décidé que Heath à les faire payer. Lorsqu'il était premier ministre il n'a pas hésité à réquisitionner les dockers en grève; c'est le gouvernement travailliste qui a mis au point la première version de la législation anti-grève que le gouvernement conservateur de Heath a mis en pratique sous le nom de loi CARR (Industrial Relations Act) qui

interdit les grèves sauvages, permet d'arrêter et d'emprisonner les leaders de grèves, oblige à faire grève qu'après un dépôt de préavis.

Wilson est un de ces «socialistes» tel que Mitterrand ou Brandt que les révisionnistes européens réunis à Bruxelles sont désigné comme leurs alliés numéro 1.

Les élections ne seront qu'un épisode secondaire de la dure lutte de classes qui se déroule en Angleterre autour de cette question capitale: Qui va payer la crise?

Heath avoue ouvertement qu'il veut soumettre les mineurs et à travers eux toute la classe ouvrière, Wilson qui bénéficie ici de l'appui d'une partie importante de l'appareil des Trade-Unions (Syndicats) se pose en représentant des masses ouvrières. Tous deux veulent faire payer la crise à la classe ouvrière. La lutte des mineurs anglais n'est pas seulement la lutte du prolétariat anglais, c'est aussi la lutte des ouvriers de tous les pays d'Europe victimes de la même crise et des mêmes offensives de la bourgeoisie. Jusqu'au bout, les mineurs anglais bénéficieront de l'appui de tous les ouvriers d'Europe.

LE PEUPLE CAMBODGIEN MOBILISÉ DANS LA BATAILLE DE PNOM PENH !

La lutte de libération nationale au Cambodge, est entrée dans une phase décisive, depuis le mois de décembre. La ville de Phnom Penh est devenue le principal champ de bataille. Les ceintures de défense de la ville ont été démantelées. Les troupes d'élite de Lon Nol ont été battues à plate couture.

Au cours d'un meeting, rassemblant plus de 10000 personnes, tenu sur la rive Est du Mékong, face à Phnom Penh, Hou Yun, ministre de l'intérieur du GRUNC (Gouvernement Royal d'Union Populaire du Cambodge) a pu tirer le bilan des éclatantes victoires de la population et des Forces Armées Populaires de Libération durant l'année 73 et tracer la voie des luttes de l'année 1974.

LA BATAILLE DE PHNOM PENH

La destruction systématique des avant-postes et des unités fantoches s'est accompagnée d'une intense campagne pour le départ de la population dans la zone libérée. Ainsi, dans la seule période du 15 novembre au 15 décembre, les FAPLNK ont aidé 15000 personnes à rejoindre la zone libérée. Des milliers y sont parvenues par leurs propres moyens. Le retour en zone libérée s'effectue depuis de façon quotidienne.

Au mois de décembre la phase de préparation s'est achevée et Phnom Penh, dernier repère des traîtres, est devenu le champ de bataille.

Les bombardements des objectifs fantoches s'accompagnent d'opérations armées dans la ville même. Ainsi, le palais de Lon Nol a été attaqué par un commando qui a jeté des grenades à l'intérieur du palais.

La bataille de Phnom Penh, comme toute la lutte du peuple cambodgien est avant tout une lutte du peuple contre l'impérialisme US, pour la destruction du régime fantoche à sa solde; les opérations des FAPLNK s'accompagnent de puissants mouvements de masse dans Phnom Penh même.

Pour mener à bien cette tâche, le comité FUNK de Phnom Penh a été récemment réorganisé et renforcé. Il comporte notamment: Madame Khieu Ponnary, présidente de l'Association des Femmes Démocratiques du Cambodge, Nguong Eng, président du Syndicat des Ouvriers du Cambodge, et Phauk Chikay, président de l'Association Générale des Etudiants du Cambodge. Cette composition

réalise l'unité des forces fondamentales mobilisées dans la bataille de Phnom Penh, ce qui permet l'organisation des vastes luttes nécessaires pour remporter la victoire. Depuis le mois de décembre, les étudiants, les enseignants et les ouvriers de Phnom Penh sont en grève contre la hausse des prix des carburants, qui ont doublés, pour des salaires corrects, pour les libertés démocratiques; toutes ces luttes convergent en un seul courant: demander le retour à Phnom Penh du Gouvernement Royal d'Union Nationale du Cambodge.

LE ROLE DE LA CLASSE OUVRIERE

La classe ouvrière cambodgienne joue un rôle important dans toute la lutte du peuple cambodgien, sa détermination et sa claire conscience politique ont entraîné derrière elle d'importantes couches de la population de Phnom Penh.

Nguong Eng, président des syndicats et membre du Comité FUNK de Phnom Penh a tracé clairement les axes de lutte de la classe ouvrière dans la bataille actuelle:

1 - Nos ouvriers et nos travailleurs sont invités à se solidariser avec tout le peuple... en continuant à pousser avec vigueur les manifestations et les grèves pour exiger des traîtres:

- qu'ils apportent une solution à la question de la vie en nous fournissant du riz, du bois de chauffage, de l'essence, des manuels scolaires.

- qu'ils mettent fin à leurs actes de massacre, de pillage, d'arrestations, de razzias, de l'encontre des habitants.

2 - Nos ouvriers et nos travailleurs sont appelés à se solidariser étroitement et résolument avec les FAPLNK, pour renverser les traîtres et inviter le FUNK et le GRUNC à venir s'installer à Phnom Penh...

3 - En cas de nécessité, nos ouvriers et nos travailleurs sont invités à rejoindre sans hésitation la zone libérée...

Ces appels trouvent leurs réalisations dans de nombreuses luttes comme la grève des travailleurs de la manufacture des tabacs sur les mots d'ordre «Vive la lutte des ouvriers contre la bande de traîtres qui haussent le prix des marchandises, du carburant...» «A bas le plan de razzage».

L'IMPERIALISME US N'A PAS RENONCE A DOMINER LE CAMBODGE

Les victoires du peuple cambodgien sont des victoires contre l'impérialisme US. Mais les yankees n'ont pas renoncé au néo-colonialisme et multiplient les crimes contre le peuple cambodgien. L'aviation US a mené des milliers de bombardements contre les forces Khmères, comme à Kompong Cham. Des produits toxiques sont répandus sur les récoltes de riz dans la zone libérée, dont ne peuvent s'emparer les fantoches. Dans la région de Takéo, des tonnes de bombes chimiques ont été déversées sur les récoltes. Au cours de la bataille de Kompong Cham des unités aériennes US ont bombardé les FAPLNK. Les avions US protègent sans succès les avions fantoches sur le Mékong.

Récemment les forces de Libération Nationale ont abattu un chasseur bombardier T-28 au nord de Phnom Penh, d'autres appareils ont été détruits à Pochentong aéroport de Phnom Penh, alors que l'armée fantoche ne possède pas d'aviateurs capables de manier de tels appareils. Seuls les aviateurs US en poste au Cambodge peuvent les piloter. Une centaine de «conseillers» US encadrent les résidus des forces fantoches.

Le gouvernement fantoche a reçu au moins 1 million de dollars de l'impérialisme US en 1973, 4 à 5 milliards de francs, 300 millions pour l'aide militaire 250 millions d'aide supplémentaire, 250 millions de dollars d'aide économique, 50 millions d'aide financière, auxquels il faut ajouter les dépenses d'entretien des mercenaires recrutés au Sud Vietnam, et Thaïlande, razzolés au Cambodge, et les frais de vol de reconnaissance et de bombardements.

UNE PUISSANTE OFFENSIVE

La bataille de Phnom Penh est une bataille du peuple cambodgien contre l'impérialisme US. Les impérialistes sont prêts à faire subir de nouvelles souffrances au peuple héroïque du Cambodge. Mais la victoire du peuple cambodgien complètera la victoire du peuple vietnamien et du peuple lao. Jusqu'au bout, nous devons apporter notre soutien, car cette victoire ébranle tous les pays impérialistes regroupés autour de l'impérialisme US, et qui, tout en opprimant les peuples de la zone des tempêtes, exploitent les ouvriers des métropoles impérialistes.



mobilisation de masse sous la direction du FUNK

Publicité véreuse pour Thieu

Dans «le Monde» du 1er Février, le député UDR Missoffe, de retour de mission officielle en Indochine fait l'article aux capitalistes français pour qu'ils investissent chez Thieu. Et de vanter les multiples avantages qu'ils y trouveront: la législation sur les investissements étrangers «la plus libérale du monde», les salaires «parmi les plus faibles du Sud Est Asiatique». Des salaires qui ne permettent pas à l'ouvrier vietnamien de nourrir sa famille. Mais de cela M. Missoffe n'en parle pas. Non plus que du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire, désigné comme «l'autre côté» au «régime» d' lequel il s'agit d'échapper.

Une fois le colonialisme français chassé du Vietnam, les capitalistes français ont continué, tant bien que mal à faire leurs profits sous l'aile américaine. Aujourd'hui, leur gouvernement, en violation de sa propre signature, refuse de reconnaître le GRP et maintient des relations avec le seul Thieu: il se rend ainsi complice de la poursuite de l'agression yankee sous de nouvelles formes.

Le peuple vietnamien saura en tirer les conséquences et chasser les Michelin et les Banque d'Indochine avec leurs protecteurs américains.

A BAS L'IMPERIALISME FRANÇAIS !

Plantations d'hévéas (caoutchouc). Huit sociétés françaises dont Michelin et des filiales de la Banque d'Indochine assurent 95 % des exportations.

Industries. Les entreprises françaises sont dans une situation de quasi-monopole dans les secteurs suivants: boissons et verreries (Brasseries et Glacières d'Indochine), tabacs et allumettes, chaussures, fibro-ciment (Eternit), oxygène et acétylène (l'Air Liquide), construction mécanique et chantiers navals, montage automobile (Citroën), pneumatiques (Michelin), électronique industrielle (Isostat). Les laboratoires Roussel assurent le tiers de la production pharmaceutique locale.

Banques et assurances. Trois établissements bancaires français sur six étrangers. Les deux filiales de la Banque de l'Indochine et la Banque Nationale de Paris reçoivent 20% des dépôts. Sur huit compagnies d'assurances étrangères, trois sont françaises.

Transport. Air France, UTA, les Messageries Maritimes et les Chargeurs Réunis assurent la quasi-totalité du trafic aérien et maritime entre l'Europe et le Vietnam.

Bénéfices. Les sociétés françaises ont transféré 4,7 Millions de dollars de bénéfices en France au cours de l'année 1971.

Chiffre d'affaires. 700 Millions de Francs.

INTERVIEW D'UN CAMARADE DU F.R.A.P.

VIVA LA PROCLAMACION DEL FRAP!

Q - Le 6 janvier 1974 a été créé le Front Révolutionnaire Anti-Fasciste et Patriote. A quel niveau de développement de la lutte du peuple espagnol ceci correspond-il ?

R - Depuis la création du Comité coordinateur pro-FRAP en 1970, on a assisté à une forte implantation des Comités dans toute l'Espagne. L'influence des idées du FRAP n'a cessé de s'étendre. Les révolutionnaires ont arraché la direction de la lutte des mains des réformistes, car le Front Uni et son programme correspondent aux aspirations profondes du peuple espagnol.

Q - Le FRAP a dirigé de nombreuses luttes ouvrières. Peux-tu nous apporter des précisions sur l'importance de ces luttes ?

R - La grève des ouvriers du bâtiment à Madrid a marqué un tournant dans l'histoire du mouvement ouvrier espagnol : les luttes revendicatives des ouvriers ont aussi constitué une importante lutte politique autour des mots d'ordre du FRAP, contre le régime franquiste. Cette grève a également apporté la preuve que le régime fasciste était incapable de détruire le FRAP car le FRAP est le cadre dans lequel luttent les plus larges masses pour la révolution.

Au cours des grèves ouvrières, s'est engagée une importante lutte de ligne entre le courant révisionniste et réformiste et la ligne révolutionnaire du FRAP. Ainsi au cours de la grève générale à Pampelune, le courant réformiste des Commissions Ouvrières a boycotté la grève sauvage de Motor Ibérica qui a cependant été le mouvement de grève le plus important. Les grèves de Intelhorce, grande usine textile, à Malaga, de Ducati etc... ont marqué autant de défaites du révisionnisme. Mais il faut noter que, à côté des luttes ouvrières, de nombreuses luttes paysannes se sont développées, entraînant la défaite du courant réformiste.

Q - La lutte des masses en Espagne n'a pas encore pris la forme de la lutte armée. Quelle est la signification des actions telles que le 1er mai ?

R - Le seul moyen de conquérir le

pouvoir est la guerre prolongée, guerre de tout le peuple.

La combative manifestation du 1er mai est un pas dans ce sens-là. Les forces répressives sont affrontées dans la rue, par la violence organisée et préparée, mettant hors de combat pas mal de policiers.

Nous préparons la guerre populaire par une étroite liaison entre ces actions et les mouvements de masse : ce sont les manifestations violentes dans la rue, la multiplication des piquets de grève, des occupations d'usine, les passages à tabac des jaunes ; à Barcelone nous avons attaqué un bureau de tourisme, y compris avec des armes, c'était également une action de masse, des milliers de tracts ont été distribués. Des cocktails molotov ont été lancés contre les bureaux après évacuation.

Q - Les révisionnistes développent une ligne de conciliation nationale. Après l'exécution de Carrero Blanco cette ligne n'apparaît-elle pas plus clairement comme une ligne de trahison ?

R - Evidemment. Carillo veut s'allier avec les parties appelées «évolutionnistes» de l'oligarchie, c'est à dire la grande bourgeoisie financière. Notre Front Uni n'exclue pas à un certain degré la présence de certaines forces de la petite bourgeoisie, de la bourgeoisie moyenne exploitée par l'impérialisme américain, mais Carillo veut s'allier avec des groupes qui sont ouvertement pour l'impérialisme, des groupes fascistes héritiers directs des bourreaux de notre peuple.

La prise de position de Carillo après l'exécution de Carrero Blanco, ne nous étonne pas, c'est un pas de plus dans la trahison qui a permis à certaines couches de voir de façon plus évidente son ralliement à l'oligarchie. Il a condamné cette exécution, prétendant que c'était une provocation de la droite. Sa position est révoltante, car il rejetait le «spectre de la guerre civile». La grande majorité l'a refusé.

Q - Dans son appel le FRAP lance le mot d'ordre de grève générale révolutionnaire pour l'avènement de Juan Carlos. Qu'est-ce que ce mot d'ordre signifie ?

R - Nous avons déjà dit que la

guerre populaire peut seule renverser l'oligarchie. Une grève générale ne peut mettre fin au régime fasciste et à la domination yankee. La grève générale doit faire que l'avènement de ce pantin ait lieu dans le fracas de la lutte de masse. Cette grève générale doit être un coup direct à la continuation du fascisme, un pas en avant dans la lutte révolutionnaire des masses, pour le renversement de la dictature.

Q - Quel sort les fascistes réservent-ils aux nombreux camarades arrêtés ?

R - 400 camarades ont été arrêtés après le 1er mai dans toute l'Espagne. Nous ne savons rien du sort qui leur est préparé, car les franquistes repoussent leurs procès par peur du mouvement de solidarité.

Le 16 septembre ils ont assassiné notre héroïque camarade Cypriano MARTOS, membre du PCE (ml) et militant actif de la OSO, ouvrier ferrayer âgé de 38 ans. Cypriano avait

été arrêté à la suite d'un coup de filet à Tarragone où se développait une lutte paysanne pour l'augmentation du prix de la noisette ; dans cette région le FRAP menait une intense activité. Le camarade MARTOS avait quitté l'Andalousie, où il était né, à la demande du FRAP. C'était un militant dévoué et énergique. Il avait rejoint le FRAP à Barcelone et depuis était toujours aux premiers rangs de la lutte révolutionnaire. Il était né dans la répression et sa haine pour le fascisme était sans bornes. Il a été torturé à mort mais jamais ses bourreaux n'ont rien pu lui arracher. Il restera un grand combattant révolutionnaire du peuple espagnol.

Q - Les peuples de France et d'Espagne ont une longue expérience de lutte commune et de solidarité contre le fascisme. Qu'attend le FRAP des communistes marxistes-léninistes de France ?

R - Nous attendons de tous les révolutionnaires et anti-fascistes français le plus grand soutien indispensable pour la victoire de notre lutte. Nous avons combattu ensemble dans les brigades internationales en Espagne ; dans les rangs de la résistance française, des milliers d'Espagnols ont combattu. Cette tradition se poursuit. La lutte contre le procès de Burgos a montré quelle pouvait être l'ampleur de cette solidarité. Nous comptons sur votre soutien actif et que le peuple de France soit notre arrière-garde active dans notre lutte.

Le courant de solidarité se concrétise aujourd'hui dans les C.E.R.A.P. (Comités Espagne Révolutionnaire Antifasciste et Populaire) qui ont déployé un large soutien à notre lutte.

Pour prendre contact avec le CERAP : 45 rue Dunois 75014 PARIS - Permanence le samedi de 15 h à 18h.

BOLIVIE : plus de cent paysans assassinés

Les paysans de la région de Cocha Bamba en Bolivie ont affronté héroïquement l'armée fasciste de Hugo Banzer au début de Février. L'armée envoyée pour les réprimer a massacré au moins cent paysans. Plus de mille arrestations ont été opérées en une seule journée.

UN PUISSANT MOUVEMENT DE MASSE

Le mouvement des paysans de Cocha Bamba est l'aboutissement d'un puissant mouvement de masse contre la hausse des prix. Le gouvernement Banzer a augmenté les prix de 100 à 150%, le 21 janvier. Immédiatement des grèves se sont développées dans tout le pays, ouvriers du bâtiment comme ouvriers des mines d'étaient ont cessé tout travail. Des manifestations d'ouvriers, de ménagères se sont multipliées dans toutes les villes de Bolivie.

Dans la région minière de Cocha Bamba, les paysans ont bloqué les routes, isolant la ville, des attentats à la dynamite eurent lieu, la production minière de la région s'est trouvée bloquée.

Hugo Banzer a décrété l'état de siège dans toute la Bolivie, a déclaré la province de Cocha Bamba zone militaire, et y a expédié les forces armées appuyées par l'aviation pour réprimer le mouvement de masse. En riposte aux massacres et à la féroce répression de Banzer les mineurs ont organisé les 2 et 3 Février une puissante grève de solidarité.

UNE FERME TRADITION DE

LUTTE CONTRE LA DICTATURE.

Les paysans de Cocha Bamba avaient été à la pointe de la lutte contre la hausse des prix en Novembre 1972. L'état de siège avait déjà été proclamé contre les luttes de la classe ouvrière et des paysans ; à Cocha Bamba les paysans avaient entrepris des actions armées. Le peuple bolivien luttait contre les effets de la dévaluation du peso de 66,66% qui signifiait une baisse des salaires et des revenus des paysans tandis que les prix montaient. LE REGIME ANTI-POPULAIRE DE HUGO BANZER.

Les héroïques actions des paysans, les manifestations massives montrent que le régime Hugo Banzer n'est pas parvenu à écraser le mouvement de masse qui se développe depuis plusieurs années en Bolivie.

En 1971, Hugo Banzer a pris le pouvoir, renversant le régime libéral de Juan Torres. Sous la présidence de Juan Torres, les ouvriers et les paysans avaient eu la possibilité de développer largement leur activité politique.

Les multiples complots et tentatives de coups d'Etat dans lesquels trempa Banzer avant de réussir, visaient à mettre fin à cette activité des masses qui menaçaient de plus en plus directement les intérêts impérialistes, et contrecarraient les plans expansionnistes du Brésil. Ancien attaché militaire aux USA, formé dans les états-majors US à Panama, aux Etats-Unis, dans les écoles brésiliennes et argentines, Banzer est étroitement lié à la canaille pro-yankee et réaction-

naire d'Amérique Latine aux côtés des Pinochet et des tortionnaires brésiliens. La venue au pouvoir de Banzer a d'abord été la porte ouverte aux capitaux yankees et brésiliens. La dette extérieure est passée à 900 millions de dollars soit le revenu de quatre années d'exportations boliviennes. En 1973 Banzer est allé jusqu'à détacher une partie de ses soldats pour faire la récolte de coton dans les plantations appartenant aux yankees.

Les Etats-Unis considèrent Banzer comme «une force nécessaire au maintien de la stabilité politique et pour favoriser le développement économique». C'est à dire un régime propre à permettre aux USA la poursuite de leur pillage.

LES VISEES EXPANSIONNISTES DU BRÉSIL.

Le Brésil a aidé directement le coup d'Etat de Banzer, en fournissant les armes. L'ancien commandant en chef de l'armée bolivienne a déclaré : «Dans les jours précédant la chute de Torres, j'ai vu arriver à bord d'avions militaires brésiliens, des caisses contenant 1500 fusils et 500 mitraillettes». Par la suite il a livré à Banzer des avions conçus pour la lutte anti-guérilla.

Après le coup d'Etat, en étroite collaboration avec la CIA, ils aident le ministère de l'intérieur bolivien à réprimer les syndicats et les mouvements révolutionnaires. En outre, ils octroient des bourses aux militaires boliviens pour qu'ils soient formés dans les «écoles» brésiliennes

où leur sont inculquées les méthodes «modernes» de répression.

En retour, le Brésil a obtenu d'énormes avantages. Il assure la totalité de la commercialisation du pétrole bolivien, et bénéficie de larges facilités d'exploration et d'exploitation. Il investit massivement dans la province de Santa Cruz près du Brésil. En outre, le régime Banzer est une garantie nécessaire pour l'achèvement de son projet de route Transamazonienne. Il prend en charge l'amélioration des communications routières, fluviales et ferroviaires. Certains journaux officiels brésiliens commencent à prétendre que certaines villes boliviennes sont peuplées de brésiliens.

Du temps de Juan Torres, des agents brésiliens avaient trempé dans la rébellion armée de la province de Santa Cruz. Aujourd'hui ils encouragent presque ouvertement les revendications «autonomistes» de cette province, où pullulent les bourreaux nazis du type Barbie que protège Banzer.

Le pillage entrepris par le Brésil et les USA, le gonflement de la dette extérieure sont le résultat du régime Banzer, réactionnaire sur toute la ligne. Le puissant mouvement de masse qui se développe depuis le début de Février, la lutte héroïque des paysans, l'étroite solidarité des paysans et des ouvriers en s'attaquant aux effets de la domination étrangère, jetteront à bas le régime qui permet l'oppression et le pillage.

VINCENNES :

A la Faculté de Vincennes, les Comités Indochine Palestine ont organisé un meeting pour dénoncer le complot des négociations de Genève contre le peuple Palestinien et les peuples arabes et pour soutenir les justes mesures prises par les pays producteurs de pétrole dans le sens de la récupération de leurs richesses nationales.

Au cours des quatre journées de préparation actives et militantes, de nombreux étudiants ont exprimé leurs sentiments anti-impérialistes. Du matériel anti-impérialiste a été vendu pour une valeur de près de 200 F.

Au cours du meeting, une assistance de 150 à 200 personnes a écouté attentivement les exposés de Paul Gay et de Gilbert Murry, a posé de nombreuses questions et a applaudi les orateurs, ainsi que le Comité d'Action et de lutte de l'Union Générale des Etudiants Tunisiens et le Comité de Soutien à la Résistance Palestinienne qui ont apporté leur soutien. Un film palestinien «la voix de la révolution» a été projeté.

A l'issue de cette réunion chaleureuse, le CIP de Vincennes a été rejoint par plusieurs nouveaux camarades.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LES C.I.P.

Nom :
Adresse :

découper et envoyer à «C.I.P.»
8 rue du roi de Sicile 75004 Paris